

Jugement N°105/2020/CJ/SII/TCC

13 août 2020

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2020/0372

-----

Société Sécurité Tout Territoire  
(TT Security) SARL

C/

Société Sharraf Shipping Agency  
SARL

## REPUBLIQUE DU BENIN

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

#### SECTION II

#### CHAMBRE DE JUGEMENT

#### COMPOSITION

**President** : Romain KOFFI

**Assesseurs** : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public** : Elonm Mario METONOU

**Greffier** : Jacques HOUEGBE

Débats le 16 juillet 2020

Jugement réputé contradictoire prononcé à l'audience  
publique du 13 août 2020 ;

#### PARTIES EN CAUSE

##### DEMANDERESSE

-----

##### OBJET

Païement

**Société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL**, dont le siège est sis à Cotonou, Akpakpa, zone des ambassades en face de l'imprimerie TUNDE, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Cotonou sous le n°RCCM/RB/COT/10 B 6226, agissant aux poursuites et diligences de son Gérant, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

##### DEFENDERESSE

**Société Sharraf Shipping Agency SARL**, dont le siège social est sis à Cotonou, lot 526, parcelle A, Ganhi, 01 BP 6477 Cotonou-Bénin, tél. 21 31 47 73, prise en la personne de son Gérant, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

#### LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où la Société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL en ses  
moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 10 juin 2020, la société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL a attiré la Société Sharraf Shipping Agency SARL devant le tribunal de commerce de Cotonou pour voir condamner celle-ci à lui payer la somme de sept millions quatre cent trente-cinq mille deux cent quatre-vingt-quatorze (7.435.294) francs CFA ;

Elle sollicite en outre, l'exécution provisoire de la présente décision ;

Au soutien de son action, la société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL expose, que suivant note de service de la direction du port autonome de Cotonou, elle a été chargée de certifier, sous la responsabilité des commandants, que les navires ont été fouillés et ne contiennent pas de voyageurs clandestins avant l'appareillage ;

Que les frais relatifs à cette opération étant à la charge des consignataires, elle leur a adressé une lettre, les informant du coût de chaque opération ;

Qu'au titre des prestations effectuées sur les navires dont la société Sharraf Shipping Agency SARL est consignataire, celle-ci lui est redevable de la somme sept millions quatre cent trente-cinq mille deux cent quatre-vingt-quatorze (7.435.294) francs CFA ;

Que la sommation de payer du 24 décembre 2018 qu'elle lui a adressée est restée sans effet ;

La société Sharraf Shipping Agency SARL, assignée à son siège n'a pas comparu ;

### ***1- SUR LA CREANCE RECLAMEE***

Attendu qu'au sens des dispositions de l'article 28 de l'Acte Uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, à défaut d'exécution volontaire, le débiteur d'une obligation de payer peut être contraint au paiement, à la demande du créancier ;

Attendu qu'en l'espèce, il est constant que la société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL, en vertu de la circulaire N°023/16/PAC/DG/DGA/SG/ SPSSIC/SFA du 04 janvier 2018 de la direction générale du port autonome de Cotonou, a fourni des prestations de fouille sur des navires dont la société Sharraf Shipping Agency SARL est consignataire ;

Qu'elle a adressé les factures afférentes à ses opérations à celle-ci et lui a fait délaisser une sommation de payer en date du 24 décembre 2018, sans obtenir paiement de sa présence ;

Que la société Sharraf Shipping Agency SARL déclare dans ladite sommation de payer, sans en rapporter la preuve, que les factures devraient être adressées à la société MAERSK BENIN ;

Que c'est à bon droit que sa condamnation au paiement est sollicitée

Qu'il y a lieu de la condamner au paiement de la somme réclamée ;

## ***2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE***

Attendu qu'au sens des dispositions de l'article 597 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, à la demande de l'une des parties, l'exécution provisoire peut être ordonnée, pour partie n'excédant pas la moitié de la condamnation, en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Attendu qu'en l'espèce la société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL, ne justifie point l'urgence nécessaire à l'exécution provisoire sollicitée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

## **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

❖ Condamne la société Sharraf Shipping Agency SARL à payer à la société Sécurité Tout Territoire (TT Security)

SARL, la somme sept millions quatre cent trente-cinq mille deux cent quatre-vingt-quatorze (7.435.294) francs CFA, outre les intérêts de droit, à compter de la sommation de payer du 24 décembre 2018 ;

❖ Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

❖ Condamne la société Sharraf Shipping Agency SARL aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**